

Compte-rendu

Comité Syndical du 19/02/2024 à 20H00

Titulaires/suppléants présents :

CCFE : COUBLE Simone, COURT Gilles, DEMMELBAUER Patrick, EYRAUD Catherine, FLAMAND Robert, ROCHETTE Georges

CCMDL : BONNARD Yves, BONNIER Daniel, BONNIER Philippe, CHAUSSENDE Alain, DUPEYRON Norbert, DUSSURGEY Pierre, GRANGE Agnès

SEM : GONON Pascal, LUYA Julien

St André la Côte : /

COPAMO : /

Pouvoirs : DENIS Philippe donne pouvoir à GONON Pascal, FAYOLLE Bruno donne pouvoir à BONNARD Yves.

Excusés : DENIS Philippe, FAYOLLE Bruno, FRANCON Guy.

Participait à la réunion : THOLLOT Maryline.

Secrétaire de séance : GRANGE Agnès.

SIMA/SPANC

1er. point : Mise en place du Syndicat : installation du Comité Syndical, élections du Président et des Vice-Présidents

Mr Philippe BONNIER présente sa candidature au poste de Président.

Mr Philippe BONNIER ayant obtenu la majorité absolue par 16 voix pour, 1 blanc, sur 17 suffrages exprimés, a été proclamé Président et a été immédiatement installé.

Monsieur le Président propose à l'Assemblée que le nombre de Vice-Présidents soit fixé à 3 et le nombre de membres du Bureau à 8. La proposition est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président propose Mr Georges ROCHETTE, Mr Pascal GONON, Mr Norbert DUPEYRON pour les postes respectivement de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} Vice-Président.

Mr Georges ROCHETTE est élu par 17 voix pour sur 17 suffrages exprimés ;

Mr Pascal GONON est élu par 15 voix pour, 1 blanc, 1 voix pour Pierre DUSSURGEY sur 17 suffrages exprimés ;

Mr Norbert DUPEYRON est élu par 16 voix pour, 1 blanc sur 17 suffrages exprimés.

Ces Vice-Présidents auront en charge :

- L'Assainissement Non Collectif : Georges ROCHETTE
- L'agriculture : Pascal GONON
- La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations : Norbert DUPEYRON

2e. point : Vote des indemnités pour le Président et les Vice-Présidents

Philippe Bonnier propose de maintenir les bases de calcul des indemnités existantes à ce jour adaptées au nombre de Vice-présidents.

Il est donc proposé d'allouer une indemnité à un taux de 15% de l'indice 1027 pour le Président et une indemnité à un taux de 7 % de l'indice 1027 pour les trois Vice-Présidents.

Tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités :

FONCTION	% de l'IB 1027	INDEMNITE MENSUELLE
Président	15%	616,58 euros
Vice-Président	7%	287,74 euros
Vice-Président	7%	287,74 euros
Vice-Président	7%	287,74 euros

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical donnent leur accord à l'unanimité pour que les indemnités soient versées au Président et aux 3 Vice-Présidents sur la base des barèmes ci-dessus.

3e. point : Constitution du Bureau

Philippe Bonnier propose, suite aux changements de délégués, de renouveler la composition du bureau. Le nouveau bureau devra être composé de 2 représentants de SEM, 2 représentants de CCFE, 3 représentants de CCMDL et 1 représentant de COPAMO.

Après en avoir délibéré les membres du Comité Syndical donnent leur accord à l'unanimité pour que les membres du Bureau soient :

- Mr DENIS Philippe et Mr GONON Pascal pour SEM
- Mr DEMMELBAUER Patrick et Mr ROCHETTE Georges pour CCFE
- Mr BONNIER Philippe, Mr CHAUSSENDE Alain et Mr DUPEYRON Norbert pour CCMDL
- Mr REYNARD Roger pour COPAMO

4e. point : Délégations d'attributions du Comité Syndical au Président et au Bureau pour la durée du mandat

Monsieur le Président propose aux délégués de prendre une délibération pour :

Délégation au Président

Afin de faciliter le fonctionnement administratif du syndicat, le Président proposera au Comité Syndical de lui déléguer certaines attributions. Cette procédure évite de réunir le Comité Syndical pour des décisions qui n'ont pas de conséquences sur les grandes décisions prises entre autres lors du vote du budget.

Monsieur le Président donne à l'assemblée lecture de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales donnant au Comité Syndical la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat un certain nombre des attributions de cette assemblée soit :

1. de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, d'un montant maximum inférieur à 90 000€ HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
2. de signer des contrats d'emprunt ou tout document relatif à une ligne de crédit de trésorerie (ouverture, renouvellement, tirage, remboursement) dans la limite de 480 000€ ;
3. de passer des contrats d'assurance, de percevoir les indemnités ;
4. de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justices et experts ;
5. d'intenter au nom du syndicat les actions en justice ou de défendre le syndicat dans les actions intentées contre lui.

Où cet exposé, les membre du Comité Syndical à l'unanimité, acceptent cette nouvelle délibération de délégations d'attribution au Président.

Délégation au Bureau

Afin de faciliter le fonctionnement administratif du syndicat, le Président proposera au Comité Syndical de déléguer certaines attributions au Bureau. Cette procédure évite de réunir le Comité Syndical pour des décisions qui n'ont pas de conséquences sur les grandes décisions prises entre autres lors du vote du budget.

Monsieur le Président donne à l'assemblée lecture de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales donnant au Comité Syndical la possibilité de déléguer au Bureau pour la durée du mandat un certain nombre des attributions de cette assemblée à l'exception :

- Vote du budget ;
- Approbation du compte administratif ;
- Dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
- Décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- Adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- Délégation de la gestion d'un service public ;
- Dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Il propose que soient délégués au Bureau :

- Signature de convention de partenariat ou autres et renouvellement de conventions
- Passer des contrats d'assurance
- Approuver toute demande de subvention et le cas échéant la convention correspondante
- Signer les conventions de stage

Lors de chaque Comité Syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Où cet exposé, les membre du Comité Syndical à l'unanimité, acceptent cette nouvelle délibération de délégations d'attribution au Bureau.

5e. point : Délégation d'attributions aux Vice-Présidents

Monsieur le Président, afin de pallier aux absences, propose au Comité Syndical le modèle d'Arrêté suivant :

Article 1 : Messieurs ROCHETTE George, GONON Pascal et DUPEYRON Norbert sont délégués à compter du 19 février 2024, respectivement en qualité de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} Vice-Président du SIMA, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour intervenir, en mon nom et/ou à mes côtés, dans la gestion et l'administration du syndicat mixte, sur l'ensemble de ses compétences.

Leurs attributions seront plus particulièrement les suivantes :

- la gestion financière du syndicat ;
- l'assistance et/ou le remplacement ponctuel du Président, pour toutes ses réunions de travail internes et la représentation du syndicat dans des réunions externes ;
- le remplacement complet du Président, dans toutes les délégations qui lui ont été octroyées par le comité syndical dans sa délibération visée ci-dessus, pour toute absence ou indisponibilité manifeste d'une durée supérieure ou égale à 5 jours ouvrés ;
- la possibilité d'intenter au nom du syndicat les actions en justice ou de défendre le syndicat dans les actions intentées contre lui.

Article 2 : La délégation sur la gestion financière du syndicat mixte y compris le SPANC, comprend :

- la préparation, la présentation et le suivi de l'exécution du budget du syndicat mixte et ses décisions modificatives,
- la mise au point et la présentation des comptes administratifs et de gestion,
- les relations avec le trésorier et les services financiers mis à disposition du SIMA,
- La signature des bordereaux de dépenses et de recettes, sur « service fait » signé du Président,
- La signature des contrats d'emprunt ou tout document relatif à une ligne de crédit de trésorerie (ouverture, renouvellement, tirage, remboursement) dans la limite de 480 000€,
- La préparation, la présentation et le suivi des marchés d'études, services, fournitures et travaux,
- la signature « par délégation » des bons de commande et marchés à procédure adaptée (dans le respect des règles et procédures définies par le règlement), jusqu'à un montant (HT) de 10 000€.

Article 3 : Cette délégation est donnée en priorité au 1^{er} vice-président, en son absence au deuxième Vice-Président et en leur absence au troisième Vice-Président. Elle est accordée intuitu personae et pourra être rapportée par simple arrêté du Président.

Article 4 : Le Président, le responsable administratif du SIMA, le Trésorier de Feurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé et inscrit au recueil des actes administratifs.

Où cet exposé, les membre du Comité Syndical à l'unanimité, acceptent cette nouvelle délibération de délégations d'attribution aux Vice-Présidents.

6e. point : Les commissions thématiques

Monsieur le Président explique aux délégués que suite à la mise en place de nos nouveaux statuts, au renouvellement des membres du Comité Syndical et à la mise en œuvre de notre nouveau contrat territorial il sera nécessaire de constituer des commissions thématiques et d'en désigner les membres. Il propose de constituer les commissions thématiques suivantes :

- Assainissement Non Collectif
- Travaux d'entretien, renaturation de cours d'eau, GEMA
- Agricole
- Gestion quantitative
- Communication, gestion courante.

Monsieur le Président rappelle que leur rôle est de proposer des actions ou des orientations qui seront ensuite validées par le Comité de Pilotage.

Il précise que les commissions se réunissent à fréquence variable en fonction des besoins. La composition de ces commissions sera validée lors du prochain Comité Syndical.

Le Sima Coise relancera tous les délégués par mail avant le prochain Comité Syndical afin que les élus qui souhaitent intégrer une ou plusieurs commissions se fassent connaître.

7e. point : Approbation CR dernier CS

Le compte-rendu est adopté à l'unanimité des membres présents.

8e. point : Désignation des membres du Conseil d'Exploitation du SPANC

Monsieur le Président explique que, suite au changement de délégués au sein du SIMA Coise, il est nécessaire de modifier la composition du Conseil d'Exploitation du SPANC.

Il rappelle que les collectivités suivantes ont transféré la compétence ANC au SIMA Coise :

- Communauté de Communes de Forez Est
- Communauté de Communes des Monts du Lyonnais
- St Etienne Métropole (pour une partie de ses communes situées sur le bassin versant de la Coise)
- La commune de St André la Côte.

Monsieur le Président propose que tous les délégués titulaires fassent partie du Conseil d'Exploitation, à l'exception du délégué de la COPAMO qui n'a pas transféré la compétence.

Le Conseil d'Exploitation sera donc constitué de 21 membres ; il sera convoqué en même temps que la réunion du Comité Syndical.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, les membres du Conseil d'Exploitation du SPANC sont : Mrs Bonnard Yves, Bonnier Daniel, Bonnier Philippe, Chaussende Alain, Mme Couble Simone, Mrs Court Gilles, Demmelbauer Patrick, Denis Philippe, Dupeyron Norbert, Dussurgey Pierre, Mme Eyraud Catherine, Mrs Fayolle Bruno, Flamand Robert, Françon Guy, Gonon Pascal, Mme Grange Agnès, Mrs Luya Julien, Mollard Christian, Reymondon Didier, Reynard Roger, Rochette Georges.

9e. point : Validation du règlement budgétaire et financier

Vu la délibération n°1191 du 04 septembre 2023 portant adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024.

Considérant que l'adoption du nouveau référentiel budgétaire et comptable M57 par le syndicat doit conduire à établir un règlement budgétaire et financier.

Monsieur le Président propose l'approbation du règlement budgétaire et financier joint en **annexe 1**, qui a pour vocation de regrouper dans un seul document, les règles fondamentales qui s'appliquent aux acteurs de la collectivité en matière de gestion budgétaire et comptable.

Le présent règlement soumis à l'approbation du Comité Syndical a pour objectif de renforcer la cohérence entre les règles budgétaires et comptables et les pratiques de gestion mais également de faciliter l'approbation des règles par l'ensemble de la collectivité.

Enfin, il doit permettre de promouvoir une culture de gestion commune au sein de la collectivité.

Monsieur le Président explique que ce règlement doit être adopté par le Comité Syndical pour la durée de la mandature.

Il pourra être modifié le cas échéant par le Comité Syndical.

Après en avoir délibéré le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve le règlement budgétaire et financier ci-joint.

Fait à St Galmier
Le 20 février 2024

Le secrétaire de séance
Agnès Grange

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Agnès Grange', with a stylized, cursive script.

Le Président,
Philippe Bonnier

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Philippe Bonnier', with a stylized, cursive script.